

un milieu stable et sécuritaire.» La contribution canadienne d'un million de dollars, financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), fait suite à l'appel lancé par le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali. Elle servira à couvrir les coûts associés aux enquêtes et à la collecte de preuves, ainsi qu'au fonctionnement du tribunal. Cette contribution s'inscrit dans un effort multilatéral de plusieurs pays donateurs en vue de poursuivre les responsables du génocide au Rwanda.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Lettre du premier ministre Jean Chrétien au président russe Boris Yeltsin à propos du tremblement de terre à Sakhaline

Le 29 mai 1996

Monsieur le Président, c'est avec une grande désolation que les Canadiens ont su la nouvelle du terrible tremblement de terre qui a frappé l'île de Sakhaline le 28 mai. [...] J'ai demandé à l'ambassade du Canada à Moscou de discuter avec votre gouvernement de la possibilité d'aider les sauveteurs. [...] Je ne doute pas que le peuple russe a la force, l'énergie et la vitalité nécessaires pour surmonter cette terrible épreuve. Nos pensées et nos prières vous accompagnent en ce moment difficile.

Lettre du premier ministre Jean Chrétien à Lady Mary Wilson, veuve de Lord Harold Wilson, ancien premier ministre de la Grande-Bretagne

Le 24 mai 1996, 95-08

Madame, au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, je tiens à vous offrir, ainsi qu'à votre famille, mes bien sincères condoléances à l'occasion du décès de votre époux. Les Canadiens garderont de lord Wilson le souvenir d'un parlementaire et d'un homme d'État de la plus haute intégrité, dont les quelques cinquante années, passées au cœur de la vie publique témoignent avec éloquence de son dévouement envers son pays. [...] Avec mes respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma douloureuse sympathie.

DISCOURS

Les nazis ont assassiné des millions de personnes innocentes de toutes croyances. Mais ils ont réservé une place spéciale pour leur «solution finale» - l'extermination des juifs d'Europe. Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants dont le seul «crime» était d'être juif. Ils ont été sacrifiés dans le dispositif d'extermination le plus monstrueux, efficace et mécanisé jamais mis en place par l'homme. Six millions de vies abruptement fauchées. Des collectivités qui existaient depuis des centaines d'années complètement annihilées. C'est cela la réalité de l'holocauste. Nous ne devons jamais l'oublier. [...] Nous avons la chance d'avoir pu bénéficier de l'apport des nombreux survivants de l'Holocauste qui avaient choisi de refaire leur vie au Canada. Votre contribution à nos collectivités et à notre pays nous a tous enrichis et renforcés. Le courage et l'endurance dont vous avez fait preuve ont été un modèle pour nous tous. Votre engagement envers vos valeurs religieuses et culturelles a fait en sorte qu'une civilisation qui s'était éteinte en Europe a pu s'épanouir et croître dans notre pays.

Allocution du très honorable Jean Chrétien, premier ministre du Canada, au dîner de la Canadian Society for Yad Vashem à Toronto (Ontario), le 31 mai 1995.

FINANCES

De point de vue des décideurs publics, 1994 a été une bonne année pour le Canada. Notre PIB réel a progressé de 4.5 pour cent - la plus forte croissance depuis 1988, et la meilleure dans le G-7. L'expansion de l'emploi a été de 2.1 pour cent en moyenne, soit 466 000 emplois à temps plein ayant été créés pendant l'année. Le taux d'inflation du PIB n'a été que de 0.6 pour cent, le plus faible niveau enregistré depuis 1961. [...] Ce succès, nous le devons non seulement à la forte expansion de l'économie américaine, mais aussi à l'amélioration considérable de la compétitivité et de la productivité au Canada. Le fait que les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont baissé de 1.3 pour cent au Canada en 1994 - diminuant pour la première fois en près de 30 ans. [...] Permettez moi de souligner le point qui est peut-être le plus important de tous. En 1996-97 la dette publique cessera d'augmenter plus vite que l'économie. Le ratio de la dette au PIB aura commencé à diminuer. Nous sommes absolument déterminés à maintenir ce ratio, en permanence, sur une trajectoire descendante. [...] Le défi fondamental [pour nous] consiste, bien entendu, à équilibrer la nécessité de protéger les fonds que le public confie aux institutions financières, d'une part, et le besoin de faciliter l'activité économique, d'autre part. J'estime que cet équilibre est bien servi par les propositions présentées dans le Livre blanc.

Notes pour une allocution de l'honorable Douglas Peters, secrétaire d'État (Institutions financières internationales), devant le Council on Foreign Relations « Une politique de renforcement de l'économie » à Chicago (Illinois), le 23 mai 1995, 95-043.

À VENIR :

- 4-10 juin : 25^e Assemblée générale de l'OEA (Montrouix, Haïti)
- 15-17 juin : Sommet du G-7 (Halifax)
- 4-15 septembre : Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine)

Pour obtenir des copies supplémentaires composez le (613) 944-4000 ou sans frais, contactez leurs divisions respectives. «Week in Trade and Foreign Policy» (BCF).



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» Direction des communications sur la politique étrangère